



AUCONEX

Association CIE FRANCE
Siège social : 3 Impasse du Daguet
91000 – ÉVRY COURCOURONNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

S.A.S. AUCONEX – Au capital de 10 €uros
SIREN : 921 239 364
Adresse : 4 Rue Carnot – 51380 - VERZY
Téléphone : 06.51.25.05.58
Mail : Richard.Verslype@Auconex.fr
Site web : www.auconex.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux adhérents

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 15 Octobre 2023 dans le cadre des dispositions de l'article L-820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIE France relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L-823-9 et R-823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formulation de notre opinion décrite ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les dons reçus, dont le montant figurant au compte de résultat au 31 Décembre 2024 s'établissent à 217 961 €uros, sont évalués sur la base des montants reçus et rattachés à l'exercice au cours duquel ils ont été perçus. Parmi ces dons, 162 501.97 €uros sont éligibles à l'émission de reçus fiscaux.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier et à contrôler la correcte application de la note « Faits caractéristiques » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport moral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D-441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables Français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumuler, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L-823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable et de la continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Verzy, le 2 Mai 2025



AUCONEX
Commissaire aux comptes
Représentée par Richard VERSLYPE
Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			An 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	39 609	35 700	3 910	5 678
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 350	7 350		
TOTAL I	46 959	43 050	3 910	5 678
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 260		1 260	80 108
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	549 803		549 803	380 174
Charges constatées d'avance	222		222	1 134
TOTAL III	551 285		551 285	461 417
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	598 244	43 050	555 195	467 095

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	146 536	146 536
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	306 262	167 392
Excédent ou déficit de l'exercice	84 620	138 869
Situation nette	537 418	452 798
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	537 418	452 798
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 756	9 785
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 021	2 511
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 000
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	17 777	14 297
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	555 195	467 095

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	217 961	240 386
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	15 980	21 780
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		464
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	55	92
TOTAL I	233 995	262 722
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	76 775	68 740
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	58 001	33 340
Charges sociales	11 406	7 780
Dotations aux amortissements et dépréciations	2 879	5 866
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 268	1 197
TOTAL II	150 328	116 921
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	83 667	145 801
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 845	4 038
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 600	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	9 445	4 038
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		9 950
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		9 950
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 445	-5 912
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	93 112	139 888

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 210	50
Sur opérations en capital	2 600	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	39	
TOTAL VI	6 849	50
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-6 849	-50
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 643	969
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	243 440	266 760
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	158 820	127 890
EXCÉDENT OU DÉFICIT	84 620	138 869

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Description de l'entité

Identité de l'Association :

L'Association dénommée Centre International d'Evangelisation / France a été fondée le 02 mars 2011.

C'est une annexe du Centre International d'Evangelisation / Mission Intérieure Africaine.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 3 impasse du Daguet, Evry-Courcouronnes. Elle a été déclarée en préfecture de l'Essonne le 12 mars 2011 et enregistrée sous le numéro RNA W751208879.

Son numéro Siret est le 814 708 608 00025.

Objet social :

L'Association a pour objet exclusif d'assurer l'exercice public du culte évangélique, d'enseigner le message et proclamer l'évangile du Seigneur Jésus-Christ pour le salut et la régénération de l'homme, de célébrer des cérémonies organisées. L'association doit pourvoir aux frais et besoins du culte, acquérir, louer, construire, aménager et entretenir les édifices servant au culte. Elle a également pour objectif d'entretenir et de former des ministres et autres personnes concourant à l'exercice du culte. L'association s'interdit tout but et actions politiques.

Nature et périmètre des activités :

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles. La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association s'étend sur tout le territoire national.

L'Association gère un seul lieu de culte, à Bondoufle.

Moyens mis en œuvre :

L'Association est locataire des locaux nécessaires à l'exercice du culte. L'Association compte parmi ses effectifs deux ministres du culte rémunérés et affiliés à la CAVIMAC.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, l'ensemble des autres services cultuels est assuré par des bénévoles.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 555 195 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 84 620 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Une charge exceptionnelle de 4 210 € a été constatée en lien avec une indemnité d'immobilisation de 79 200 €, versée en 2023 dans le cadre d'un projet d'acquisition immobilière. Ce projet n'ayant pas abouti en 2023, l'indemnité a été partiellement remboursée à l'association, entraînant une perte correspondant au montant non restitué. Les démarches administratives sont en cours pour l'acquisition d'un nouveau lieu de culte en 2025.

Dépréciation en 2023 du compte de dépôt de garantie en totalité (7 350€) concernant les locations à MORANGIS compte tenu de litiges avec le bailleur.

Le dépôt de garantie concernant la location à PANTIN ayant fait l'objet d'une dépréciation en 2023 pour 2 600 € a été comptabilisé en perte sur l'exercice 2024. Malgré les démarches, cette caution ne sera pas recouvrée.

Reconnaissance de la qualité cultuelle et émission de reçus fiscaux au titre de l'exercice 2024.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|--------|
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 5 ans, |
| • Autres | 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Aucune provision pour risques et charges n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les comptes ne font pas apparaître de fonds dédiés à la clôture de l'exercice.

Emprunts

L'entité n'a pas souscrit d'emprunt au cours de l'exercice.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de son activité ; cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et constitue une offrande. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes de deux ministres du culte, tous les autres services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport	12 500		
- De bureau et informatique, mobilier	31 616		1 150
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	44 116		1 150
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	9 950		
TOTAL	9 950		
TOTAL GÉNÉRAL	54 066		1 150

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel :				
- De transport			12 500	
- De bureau et informatique, mobilier		5 657	27 109	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		5 657	39 609	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 600	7 350	
TOTAL		2 600	7 350	
TOTAL GÉNÉRAL		8 257	46 959	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	12 500			12 500
Matériel de bureau et informatique, mobilier	25 938	2 918	5 657	23 200
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	38 438	2 918	5 657	35 700
TOTAL GÉNÉRAL	38 438	2 918	5 657	35 700

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	7 350		7 350
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 260	1 260	
Charges constatées d'avance	222	222	
TOTAL	8 832	1 482	7 350

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	- A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 756	13 756		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 378	2 378		
Impôts sur les bénéfices	1 643	1 643		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	17 777	17 777		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 080	5 867
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	4 080	5 867

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	222	1 134
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		222	1 134

Variation des fonds propres
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	146 536				146 536
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	167 392	138 869			306 262
Excédent ou déficit de l'exercice	138 869	-138 869	84 620		84 620
Situation nette	452 798		84 620		537 418
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	452 798		84 620		537 418

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	3 090
Conseils et prestations de services	
TOTAL	3 090

Commentaires : néant